



PRESSE INTERNATIONALE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI



SOUTENONS LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE BM&S

**NON à l'austérité des patrons
et leur gouvernement !
Vers la préparation
d'une grève générale !**

Unifier les luttes contre l'austérité imposée par les patrons et leurs gouvernements

Les libéraux du Nord et du Sud du pays viennent de redécouvrir, après 42 ans de divorce, qu'ils ne constituent en fait qu'une seule « famille libérale », question d'être « le premier parti » au parlement fédéral, avec 34 sièges, un de plus que la N-VA, alors que les « socialistes » (36 sièges) et les « catholiques » (26) sont plus que jamais divisés par le clivage communautaire. Le gouvernement, au fédéral comme dans les Régions, a toujours été celui des patrons, mais cette fois, ceux-ci ne jugent même plus nécessaire d'y associer au fédéral le parti qui autrefois était celui des travailleurs, après 38 ans de loyaux services ininterrompus prestés par le PS au service de la bourgeoisie. Même les querelles internes dans le MR sont rangées au placard, mettant en avant le duo Michel-Reynders. Et la N-VA, n'étant de toute façon pas demandeuse, est très contente de soutenir l'attelage fédéral des libéraux, car en ces temps de crise, le « communautaire » doit céder la place au « socio-économique ».

Ce gouvernement fédéral d'ultra-droite nous présente son accord « historique » nous dit-on : retraite à 67 ans, saut d'index, « service à la collectivité » pour les chômeurs, réforme des carrières pour plus de flexibilité, etc.. Les mesures touchent de plein fouet le monde du travail, tandis que les entreprises sont choyées. Mais le virage à droite exprimé dans cet accord n'est pas seulement socio-économique, il est aussi idéologique : déclaration sur les drogues, une armée « déployable et efficace », la question de l'immigration, etc. C'est bel et bien un Etat plus autoritaire qui est proposé.

Cette austérité, pardon, « rigueur », est à l'ordre du jour à tous les étages, et

cela y compris sous le gouvernement de Paul Magnette (PS) en Wallonie, secondé par Maxime Prévot (CDH) et Jean-Claude Marcourt (PS), sans le MR. Qui plus est, la sixième réforme de l'Etat permet maintenant de reporter une partie du fardeau de l'austérité, non seulement sur les Régions, mais même sur les communes, submergeant les CPAS avec des chômeurs déboutés, sans pour autant augmenter leur capacité d'accueil. Et cela fut voté par tous les partis de l'antérieure coalition. Pour la Région Wallonne, on connaît déjà les chiffres de cette rigueur : 650 millions en 2015, 450 millions plus tard. Les restrictions budgétaires passeront par des investissements plus tardifs, des économies sur les dépenses, des réductions de subventions, etc. Reste encore à définir les mesures concrètes : qui sera touché et comment ?

A la veille d'une première réaction des syndicats, une « concentration de militants » à Bruxelles, le mardi 23 septembre dernier, le patron flambant neuf de la FGTB, le Liégeois Marc Goblet, avait correctement signalé « quatre dangers de la suédoise », les attaques : contre les services publics ; contre la sécurité sociale ; contre le chômage ; et contre les syndicats et les mutuelles. Mais le même Marc Goblet tient à tranquilliser les patrons : il n'organisera pas les travailleurs pour aller à la grève ! « A Liège, j'ai participé à des restructurations sans un jour de grève. La concertation restera ma priorité au niveau fédéral aussi. » Tout au plus pourra-t-il y céder quand une demande en ce sens « vient du terrain et que les gens en ont vraiment marre ». (Le Soir du 23.09.2014)

Le PTB, quant à lui, propose un plan « cactus » centré sur la « taxe des millionnaires ». Le problème n'est toutefois

pas de savoir, après étude approfondie, qui pourrait bien contribuer pour avoir « un budget en équilibre » – dans lequel ce parti admet même le paiement de la dette publique, pourtant injuste –, et de demander alors gentiment aux riches de payer leurs impôts, mais d'épingler correctement qu'il s'agit bel et bien d'une lutte sans merci entre deux classes, une guerre sociale contre nous qui prend des formes de plus en plus dures ; et d'organiser la riposte de notre classe, des travailleurs, dans la rue.

Plus que jamais, nous devons unifier les luttes des travailleurs qui se mènent un peu partout, comme celle des travailleurs de BM&S (sous-traitance du nettoyage des trains de la SNCB), comme celle de Carrefour, comme celle des agents de la police, et tant d'autres, malheureusement trop dispersées. Nous devons soutenir les initiatives en ce sens, prises par la FGTB Charleroi et son Comité de soutien. Nous devons appeler à des luttes unitaires, dans les syndicats, sur les lieux de travail. Contre l'avis du nouveau patron de la FGTB, nous devons organiser un large front de résistance et envisager sérieusement l'organisation d'une grève générale, et frapper les patrons, là où cela fait vraiment mal, dans leur soif impitoyable de préserver et d'augmenter leur taux de bénéfice, au détriment du bien-être des travailleurs. ■

NON à l'austérité des patrons et de leurs gouvernements !

Création d'un large front de résistance !

Unification des mobilisations, à la base, dans tous les secteurs !

Vers la préparation d'une grève générale !

LIT-QI

LA LIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky.

Nous revendiquons la révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 25 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Un meeting syndical : Pour quoi ? Pour qui ?

Nous étions 7000, sur la place de la Monnaie à Bruxelles, le mardi 23 septembre, répondant à une invitation des trois syndicats à une « concentration de militants » en front commun, où ils attendaient entre 4000 et 5000 personnes, pour s'opposer à des gouvernements régionaux et fédéraux clairement à droite qui s'annonçaient. Nous y avons rencontré beaucoup de militants syndicaux et politiques qui voyaient venir le travail obligatoire pour les chômeurs, le service minimum dans les services publics, le saut d'index et le gel des salaires, l'attaque virulente contre les pensions, et qui étaient prêts à mobiliser plus largement, sur leur lieu de travail. Ainsi, par exemple, le Groupe Austérité de la CGSP-ALR y était présent avec un tract et des calicots. Nous avons voulu savoir aussi comment les syndicats allaient réagir face à cette attaque brutale.

Dans ce rassemblement, un mardi en pleine journée, sans grève, et donc réservé aux permanents et délégués des appareils syndicaux, les discours « durs » ne manquaient pas. « *La suédoise veut la peau des travailleurs* » ; « *C'est le gouvernement le plus anti-social de l'après-Guerre* ». Mais c'était surtout une invitation pour « attendre » de voir comment les attaques allaient se préciser. Déjà la veille, Marc Goblet, nouveau patron de la FGTB, disait que, pour le moment, c'était déjà bien d'avoir « obtenu une concentration de militants à Bruxelles. [...] On verra ensuite si les choses s'accroissent. Cela dépendra du moment de la formation du gouvernement et du contenu de l'accord. » [Le Soir 23.09.2014]. Mais Marc Goblet était-il donc le seul à ne pas voir ce qui venait, quand tous les journaux, et pas seulement ceux de la gauche, annonçaient un gouvernement de droite, y compris des mesures concrètes telles que les attaques contre les pensions, le gel des salaires, et les cadeaux aux patrons ? Pour Marc Goblet, il s'agissait surtout d'éviter toute « mobilisation précipitée » des travailleurs.

Les personnes mobilisées ce jour-là sont retournées chez elles sans aucun plan de lutte, rien de concret : « On verra », « On attend », « On va évaluer ».



En même temps, la FGTB déclarait, dans son tract d'appel au meeting, « qu'il faut réagir avant que tout ne soit coulé dans le bronze d'un accord du Gouvernement ». On ne fera donc rien maintenant, et, une fois l'accord ficelé, on ne pourra plus rien faire.

Entre temps, l'accord du gouvernement est sorti, avec son lot de mesures socio-économiques clairement anti-sociales et en faveur des entreprises, comme on pouvait s'y attendre. Et dans *Le Soir* de ce 9 octobre, Marc Goblet déplore surtout qu'il n'y ait pas de discussion avec les syndicats : « *On a mis à mal le modèle belge. Et surtout le modèle de la concertation.* »

On ne peut s'empêcher de penser à une démonstration connue et bien rodée, la sortie annuelle de l'appareil syndical avant une période de négociations plus ou moins opaques ; l'impression qu'il ne s'agit pas vraiment de mobiliser les travailleurs, dans leurs lieux de travail, là où les luttes ont déjà lieu, mais de préserver une structure syndicale de plus en plus lourde et de moins en moins démocratique, comme unique interlocuteur pour arriver à « des accords » avec les patrons.

Entre-temps, des luttes ont lieu un peu partout. Le vendredi après le meeting, Delhaize était en grève, en Flandre, en Wallonie et à Bruxelles. Les travailleurs de BM&S (nettoyage des trains de la FGTB), en grève depuis le 21 août, l'étaient toujours lors du Congrès de la FGTB le 4 octobre, en dépit du fait que la direction syndicale leur avait

interdit de distribuer un tract à cette occasion. Les agents de police n'attendaient pas d'avoir le détail des accords concernant la pension pour arrêter le travail. La CGSP-ALR multiplie les initiatives pour soutenir les luttes, ne cédant pas aux chants de sirène de Marc Goblet lors du meeting du 23 septembre. Depuis quelques années déjà, la FGTB de Charleroi ne veut rien savoir d'une « Action commune » avec le PS. Le secteur associatif, craignant à juste titre d'être parmi les premières victimes, se mobilise aussi, en Flandre, avec « Hart boven Hard » (le cœur, avant la rigueur), et en Wallonie.

C'est de là que doit venir la riposte, de cette base que les directions syndicales rechignent à mobiliser, les travailleurs avec et sans emploi, belges et immigrés, de tous les secteurs, car tous sont visés. Ils devront passer par-dessus ces directions syndicales, en renversant sur leur passage ceux qui n'ont d'autre objectif que de garder leur place dorée, tout en s'appuyant dans leur lutte sur les délégués et les permanents sincères, vers un large front de résistance, un front qui unifie les luttes en cours et qui doit exiger la préparation, sur les lieux de travail, d'une grève générale. C'est ainsi que les travailleurs eux-mêmes pourront un jour, avec leurs organisations démocratiques, prendre aussi les rênes de l'Etat, et en finir avec cette société capitaliste organisée pour le profit d'une poignée de patrons et leurs actionnaires. ■

FGTB

Un congrès d'unité avec le PS

Le vendredi 3 octobre, le congrès de la FGTB a nommé Marc Goblet comme secrétaire général du syndicat. Il remplacera Anne Demelenne qui s'en va après deux mandats. Mais l'élection de M. Goblet n'est pas une surprise : les mois précédant ce congrès, « le sommet » de la FGTB cherchait à limer les « différences » pour présenter un candidat unique au poste et éviter ainsi la division du syndicat, comme l'affirmait le sommet syndical. On ne peut pas parler d'élection donc, mais plutôt de passage du poste vers Marc Goblet.

Les congrès de la FGTB Wallonne et Bruxelloise se sont passés, eux aussi, sans aucun débat démocratique, ni par rapport aux dirigeants dont notre classe a besoin, ni par rapport aux plans de lutte nécessaires pour faire face aux plans de la bourgeoisie, qu'elle que soit la formation politique à la tête du gouvernement.

Mais ceux qui donnaient le ton au congrès de la FGTB étaient les dirigeants du PS... Ainsi, Laurette Onkelinx, appelant à l'unité « *du parti, du syndicat, de la mutualité* » propose de faire front contre le gouvernement fédéral. Elle annonce déjà qu'on perdra (« *tout ce qu'ils vont prendre ils devront nous l'arracher...* ») et appelle à rejeter cette « *droite arrogante et antisociale* ». En effet, nous devons nous organiser pour combattre les mesures proposées par le futur gouvernement fédéral. Mais il serait naïf d'oublier que le PS se trouve à la tête des gouvernements bruxellois et wallon et qu'eux aussi nous imposent l'austérité. Il ne faut pas oublier non plus les mesures prises ces 4 dernières années par le gouvernement Di Rupo.

La classe ouvrière et les travailleurs n'ont pas d'alliés dans la bourgeoisie. Notre seule force est notre unité de classe. Nous devons exiger aux directions syndicales la rupture de tout lien avec le PS, responsable de la chasse aux chômeurs, de la privatisation des services publics, du gel des salaires, etc.... S'ils ne le font pas, c'est parce qu'ils ne nous représentent pas. A nous d'organiser la résistance dans nos lieux de travail et nos quartiers. ■

« Action commune » pour essayer de contrôler la lutte des travailleurs

A la veille de la formation du gouvernement fédéral, le Parti Socialiste a décidé que c'est bien lui qui va « organiser la résistance ». Di Rupo en personne l'a proclamé solennellement lors du Congrès de son parti, à Tubize, le dimanche 5 octobre, au lendemain du Congrès de la FGTB. Un vieil instrument est remis en chantier à cet effet, l'**Action commune**, constituée en 1949, quand le Parti Socialiste Belge (PSB) se retrouva dans l'opposition face à une majorité PSC - Parti Libéral. Il réunissait le Parti, le Syndicat et la Mutuelle, ce qui se traduit actuellement par Elio Di Rupo, président du PS, Marc Goblet, secrétaire général de la FGTB, et Jean-Pascal Labille, à la tête de la mutualité socialiste (Solidaris). Et Di Rupo tenait à préciser que le « parti » comprend maintenant aussi le SP.a de Bruno Tobback. Di Rupo et ses camarades avaient préparé l'initiative quelques jours avant le Congrès de la FGTB, lors d'une réunion le 29 septembre. Il s'agit essentiellement de **canaliser toute explosion** de la colère des travailleurs : « *L'action commune se prépare à traduire, structurer, canaliser la colère qui gronde et qui, tous en sont convaincus, en tout cas dans les organisations sociales, explosera.* » (Le Soir, 6.10.2014)



Grève chez BM&S :

Une lutte exemplaire pour la réintégration de cinq travailleurs licenciés

L'entreprise BM&S est une entreprise de nettoyage de trains en sous-traitance pour la SNCB (à Schaerbeek). A la mi-août, les deux délégués syndicaux et trois travailleurs intérimaires furent licenciés. Les deux délégués ont été virés pour faute grave, mais sans preuve. Leur patron les accusait, en particulier, de corruption d'agents de la SNCB, prétendument pour favoriser des concurrents de BM&S, alors encore en période d'essai jusqu'à fin septembre. Les 14 travailleurs du site ont entamé immédiatement une grève spontanée, dès le 21 août, pour exiger leur réinsertion. Ils ont obtenu assez vite quelques petites victoires, telles qu'un jugement judiciaire en leur faveur et le recul des briseurs de piquet. Et une grande solidarité s'est installée autour de cette lutte que nous reflétons ici dans un entretien, réalisé le 12 septembre, avec **Saïd Allaoui** et **Abdelhamid Slimani**, délégués sur les sites de nettoyage de la SNCB depuis 2006 et ouvriers chez BM&S depuis avril 2014.

Ces attaques de plus en plus nombreuses, surtout contre les travailleurs les plus précaires, font partie des plans d'austérité des gouvernements. Les entreprises publiques comme la SNCB sont en plein processus de démantèlement et de privatisation et passent de plus en plus de leurs services à la sous-traitance, pour diminuer le nombre d'emplois statutaires, pour surexploiter des travailleurs précaires avec de moins bonnes conditions de travail, et pour les diviser encore un peu plus. Cette lutte est donc très importante, car elle démontre que l'on peut se battre contre ces mesures d'austérité et elle réveille la solidarité de classe, plus encore en ces temps où le droit de grève est remis en question par le gouvernement au service du patronat, en essayant d'imposer le service minimum dans les services publics.

Comment la grève a-t-elle débuté ?

Saïd Allaoui : Elle a débuté à cause du licenciement des deux délégués – moi-même et Abdelhamid – et de trois intérimaires, sous l'accusation de corruption et un tas de trucs mensongers. Pour les intérimaires, nous n'avons pas bien compris leur licenciement. Ils ont dit « rupture de confiance » alors que cela faisait 15 mois qu'ils travaillaient ici, et qu'ils avaient déjà travaillé avec l'ancienne firme. On n'a pas compris pourquoi on voulait les remplacer par d'autres intérimaires moins qualifiés, avec aucune connaissance du travail.

Comment s'est déroulé le début de la grève ?

Abdelhamid Slimani : Saïd a reçu un courrier d'huissier le soir du jeudi 14 août. Le lundi, il s'est rendu à son syndicat, qui est descendu sur le chantier pour expliquer ce qui se passe aux ouvriers. Les gens du syndicat ont demandé aux ouvriers s'ils étaient prêts à faire une action, et ils ont expliqué que, dans ce cas, une bonne discussion entre eux était nécessaire.

Saïd : Le jeudi, j'ai reçu un coup de fil de l'administratrice déléguée de BM&S, me disant que c'était mon dernier jour de travail et que je ne faisais plus partie de la société. Elle m'a dit que, le soir même, un huissier allait se présenter pour déposer les

documents. Ensuite, j'ai demandé à connaître les motifs. On a reçu une réponse trois jours après, et alors j'ai été voir les ouvriers, accompagné du permanent, pour dire pourquoi on avait été licenciés. On s'est concerté et les ouvriers ont décidé spontanément un arrêt de travail, par solidarité avec nous. Il y a aussi une crainte de leur part de perdre leur place, car si deux délégués ont été virés avec une telle facilité, pourquoi pas un ouvrier qui n'est pas protégé ?

Quelles sont vos revendications ?

Abdelhamid : Nos revendications sont simples : on demande la réintégration des cinq personnes, les délégués et les intérimaires. Voilà, c'est vraiment la seule revendication : la réintégration pure et simple !

Quelle a été la réaction du patron quand la grève a démarré ?

Abdelhamid : La réaction du patron a été dénoncée par l'ensemble des personnes ici présentes, les ouvriers, sans compter la CGSP-Cheminots, la Centrale Générale de la FGTB et tous les groupes qui viennent nous soutenir. On a quand même signé un contrat, il y a donc un lien entre nous et le patron ! Et au premier jour de grève, ils sont arrivés directement avec un huissier, un agent de police et des ouvriers « intérimaires » pour

casser la grève. Nous n'avons pas bien compris pourquoi ils ont réagi comme ça. Nous, on s'attendait à ce que le patron vienne dialoguer, se mette autour de la table et essaye de trouver des solutions. Même si elles ne sont pas satisfaisantes pour les grévistes, le patron pourrait au moins essayer de discuter. Après, on serait peut-être arrivé à un compromis. Mais là, rien du tout ! Ils fonctionnent via huissiers et police, c'est tout ce qu'ils connaissent. Le patron, on ne l'a jamais vu ici.

Il y a eu une première ordonnance demandée par BM&S qui exigeait aux grévistes de laisser passer les gens qui voulaient venir travailler. Le problème est que ces gens-là n'ont jamais travaillé chez nous, ils n'ont même pas un jour d'ancienneté. Ils sont venus uniquement pour casser la grève. Les grévistes ont refusé de les laisser entrer. S'il y a des gens parmi nous qui veulent travailler, il n'y a pas de problème. Mais des personnes qui viennent de l'extérieur et qu'on n'a jamais vues, c'est hors de question ! Le juge a donc décidé qu'il fallait lever le piquet, qu'on n'avait pas le droit de faire grève et que, si on restait sur nos positions, on pouvait avoir des astreintes allant jusqu'à 500 € par infraction. La Centrale Générale de la FGTB a fait appel à cette ordonnance, et on a reçu la décision lundi dernier : le juge a décidé de la casser.

Il y a quand même eu une médiation avec le patron...

Abdelhamid : Le 11 septembre, une médiation était prévue, normalement avec la direction de BM&S, monsieur Payen (président de la commission paritaire) et la Centrale Générale. Les deux délégués, un intérimaire et un ouvrier étaient là, avec Dominique, notre permanente. Quand nous sommes arrivés, nous n'avons pas rencontré la direction de BM&S, juste son avocat. On ne nous a pas laissé participer à cette médiation et on nous a dit que c'était préférable de sortir. Il n'y a donc que les deux permanents syndicaux, l'avocat et monsieur Payen qui sont restés. Une demi-heure plus tard, Dominique est sortie et nous a transmis une proposition. Son contenu est confidentiel, mais elle n'était pas satisfaisante et on l'a rejetée directement. C'est à BM&S maintenant de faire une contre-proposition, c'est à eux de trouver une solution.

Pourquoi était-elle confidentielle ?

Abdelhamid : Il y a déjà eu une médiation où nous n'étions pas invités. Et, le jour de la plaidoirie, notre permanente syndicale – ne sachant pas que c'était confidentiel, car elle n'est pas avocate – a déclaré devant le juge que BM&S avait fait une proposition d'un C4 « propre » et de 3 mois d'indemnités. Elle trouvait cela d'ailleurs louche. Comment est-ce qu'on peut licencier des délégués pour motifs graves, en apportant des accusations graves, et leur donner, quelques jours plus tard, un C4 « propre » pour qu'ils aient droit à leurs allocations de chômage et trois mois d'indemnités ? Là, il y a aussi une autre proposition qui a été refusée, mais elle est confidentielle, car cela a été notifié sur papier pour que cela ne s'ébruite pas. Et ils pourraient alors utiliser cela au tribunal contre nous.

En tout cas cela n'était pas une proposition de réintégration des cinq...

Abdelhamid : (rire) Non, ce n'était pas la réintégration des cinq ! Et c'est ce que nous, on veut : **la réintégration** ! Dans ce cas, on est prêt à reprendre le travail, aujourd'hui. A 15h59, je travaille même une minute,

je suis prêt à travailler. Pas de problème. Mais s'il n'y a pas de réintégration, il n'y a pas de boulot.

Trois semaines de grève, c'est beaucoup, comment tenez-vous le coup ?

Saïd : C'est long et fatigant. Les gens commencent à se fatiguer, mais, comme c'est écrit ici derrière nous : ON LACHE RIEN !



Abdelhamid : Comment on tient le coup ? On est solidaire entre nous, on s'encourage entre nous. Il y a parfois des gens qui commencent à faiblir. Alors on discute entre nous, on essaye de se rebooster les uns les autres. Nous prenons chaque jour comme le premier jour de grève. Et c'est cela qui nous donne la patate. Et on est prêt à aller avec eux jusqu'au bout. C'est ce que l'on a dit à notre permanente syndicale. On préfère perdre peut-être deux ou trois mois de salaires, en espérant qu'à la fin on aura une victoire, plutôt que de travailler quatre ans avec une société qui est malhonnête et qui ne cherche qu'à licencier les gens pour en ramener d'autres qui leur coûtent peut-être cinq ou six euros l'heure.

Voulez-vous transmettre un message à d'autres travailleurs ?

Saïd : On voudrait dire un grand merci à tous les gens qui viennent nous soutenir, et pour ce qu'ils font, des sites sur internet qui parlent de nous. Franchement, on vous remercie du fond du cœur pour ce que vous faites.

Abdelhamid : Personnellement, je ne m'attendais pas à avoir un tel soutien. On a vraiment été étonné et on est vraiment heureux de voir qu'il y a quand même des gens qui sont là quand d'autres en ont besoin, qu'ils sont là, avec nous, quand il y a des passages difficiles dans la vie comme

ce qu'on vit. Franchement, il y a des gens qu'on ne connaissait ni d'Eve ni d'Adam et qui pensent à ouvrir une caisse de solidarité, qui pensent à récolter de l'argent pour qu'on puisse manger, parce qu'ils savent bien qu'une indemnité de grève ce n'est pas grand-chose, c'est une trentaine d'euros par jour. C'est presque la moitié du salaire qui s'en va ! Voir et écouter des gens qui pensent à tout cela c'est vraiment... je n'avais jamais vécu cela de ma vie. Un grand merci à tous ces gens-là.

Un message aux cheminots d'ici, aux collègues du site.

Abdelhamid : Ils ne le crient pas trop fort, parce qu'il y a une enquête interne qui est menée pour le moment par un service externe à la SNCB, suite aux accusations de corruption ; mais je sais de source sûre que tous ces gens-là nous soutiennent et qu'ils sont avec nous. On a régulièrement des messages. Ils essayent de garder leur distance, franchement, je les comprends tout à fait. Mais voilà, je sais qu'ils nous ont toujours respectés en tant que bons ouvriers et que c'est réciproque. Et je ne pense pas que cela changera quelque chose, quelle que soit l'issue de cette situation.

Que pensez-vous de l'idée de faire une soirée ou une activité de solidarité ?

Abdelhamid : Cela n'a pas encore été discuté, car toutes ces idées-là doivent être discutées avec Dominique. Pour nous, toutes les idées sont les bienvenues. Franchement, au niveau financier cela devient difficile. Saïd et moi, on n'a pas touché notre salaire. Lui a travaillé jusqu'au 14 août inclus, moi jusqu'au 11, et on n'a pas reçu notre salaire. Tout le monde l'a reçu, et nous rien. Ils font cela pour nous foutre la pression.

Saïd : Avec 300 euros pour le mois, comment veux-tu payer les factures ?

Abdelhamid : Ce n'est pas possible de survivre avec ça. C'est pour cela que ça fait plaisir de voir qu'il y a des associations, des gens qui sont là. En tout cas, toutes les idées sont bonnes. Je sais que la CGSP-Cheminots a mis un numéro de compte.

Vive la lutte des travailleurs de BM&S !

Réintégration des travailleurs licenciés !

Le statut de cheminot pour tous les travailleurs de BM&S !

A l'heure d'écrire cet article, la grève continue. Le jeudi 25 septembre, lors d'une nouvelle médiation, l'avocat de BM&S a annoncé que la société, jusqu'à l'essai, avait signé un contrat ferme avec la SNCB et qu'il n'était plus question de négocier la réintégration des travailleurs. La SNCB, qui organise la sous-traitance, montre quel est son camp : celui des patrons qui surexploitent les travailleurs. Sous la pression de la poursuite du piquet, BM&S se remet néanmoins autour de la table et les permanents syndicaux cheminots menacent, du moins dans leur discours, de durcir les actions. Pour les grévistes, la lutte continue, au piquet, tous les jours, pour empêcher les briseurs de grève d'entrer.

Tous ensemble, entourons les grévistes de notre solidarité dans leur lutte pour leur réintégration ! Soutenir cette lutte, c'est aussi combattre pour la défense de l'emploi, contre la privatisation des services publics, pour la défense des délégations syndicales sur nos lieux de travail, ainsi que pour notre droit de faire grève ! **Tous ensemble, tous ensemble, réintégration !**

La solidarité et l'organisation de la lutte

Dès le début, la CGSP-Cheminots de Bruxelles a soutenu la grève. La CGSP-ALR soutient également le mouvement. Tous les jours, des travailleurs du nettoyage et d'autres secteurs passent pour exprimer leur solidarité, et des contacts ont eu lieu entre les grévistes et d'autres travailleurs de BM&S

à Bruxelles et à Anvers. Des délégués de la CGSP-Enseignement sont aussi venus soutenir les travailleurs et se solidarisent avec leur grève, car c'est l'ensemble du secteur public qui est menacé

Cette solidarité est très importante pour donner aux grévistes la force et les moyens de continuer leur lutte, et elle doit donc se développer.

Soutenez les grévistes

Nous vous appelons à venir soutenir le piquet de grève tous les jours, de 7 h à 15 h, rue Rampe du Lion à Schaerbeek (près de la gare, suivre av. Rodenbach) ; à envoyer des motions de solidarité au nom de délégations, d'instances syndicales ou d'autres organisations ; et à aider financièrement aussi les grévistes et leur famille en versant une contribution au n° de compte de la CGSP-Cheminots BE20 0682 1834 9956 avec la mention « Solidarité BM&S ». Enfin, un comité de soutien ouvert à tous s'est mis en place, composé de syndicalistes et d'organisations politiques qui organisent une collecte de fonds et une pétition pour soutenir les revendications des grévistes. N'hésitez pas à le rejoindre et à signer la pétition en ligne disponible sur la page Facebook <En Solidarité avec les travailleurs en grève chez BM&S> ou en envoyant un mail au comité de soutien (soutien greve bms@gmail.com). Vous serez également tenus au courant des actions à venir.

Les grévistes ont participé à l'assemblée mensuelle de la CGSP-Cheminots Bruxelles le 25 septembre. On y apprend que les discussions du jour avec l'administrateur délégué de la SNCB n'ont rien apporté et que ce dernier n'est absolument pas prêt à discuter... Les délégués de BM&S ont demandé de passer à des actions concrètes. De nombreux travailleurs et délégués cheminots embrayaient et proposaient de lancer des actions de solidarité, comme un rassemblement, le blocage de voies ou une grève, mais les permanents ont argumenté fermement pour éviter des initiatives propres aux cheminots, en se limitant « à suivre » celles des grévistes.

cé par la privatisation et les politiques d'austérité. Plusieurs partis de gauche sont aussi présents sur le piquet. De plus, le Congrès de la FGTB-Bruxelles et la FGTB-Wallonnie ont écrit une motion de solidarité avec ceux de BM&S.

Le 19 septembre, un rassemblement a été organisé avec les grévistes, devant la gare de Schaerbeek, en solidarité avec les travailleuses grecques du nettoyage, sous une banderole : « *En Belgique comme en Grèce, nous ne payons pas leur crise* ».

Et **No Austerity - Coordinamento delle lotte**, d'Italie, a aussi envoyé une motion de soutien (voir sur notre site).

Bien que ce secteur ait déjà relayé beaucoup d'informations sur cette grève et ouvert un numéro de compte de soutien, nous pensons que, face à un patron qui ne veut pas discuter, le rôle des directions syndicales « de gauche » est de **prendre des initiatives et d'impulser des actions concrètes pour renforcer le rapport de force en leur faveur**. Un moyen serait d'informer massivement, via des tracts, l'ensemble des affiliés, des travailleurs et des voyageurs de la situation. Cette proposition, faite à l'AG-Cheminots, est un premier pas et doit se concrétiser. Nous regrettons qu'au rassemblement au piquet du 13 octobre, les directions syndicales n'aient pas massivement mobilisé, alors qu'il s'agissait d'une action décidée par les grévistes, qui demandaient expressément – dans une lettre du 9 octobre « *aux responsables syndicaux qui nous soutiennent* » – « **d'activer vos motions de solidarité en nous soutenant concrètement dans nos actions, en mobilisant et en couvrant l'ensemble**

Un message au PTB

Le PTB est venu soutenir les grévistes avec son mouvement de jeunes (COMAC) et avec des parlementaires, et il les a également invités à Manifiesta. Nous saluons ces initiatives. Cependant, quand les travailleurs de BM&S et le Comité de Soutien installaient leur stand à Manifiesta, le PTB leur a envoyé la sécurité pour les faire partir. Après négociations, ils ont été invités à l'intérieur et ont pu prendre la parole. Nous demandons au PTB de mettre tout son poids syndical et politique pour appuyer la grève et pour faire des interpellations publiques au parlement, en exigeant la réintégration des travailleurs et la fin de la sous-traitance à la SNCB..

de vos affiliés souhaitant nous soutenir, et en prévenant la presse ».

Quand les grévistes se battent pour leur emploi, dans des conditions difficiles, financières notamment, il est urgent que les directions syndicales proposent un plan d'action : convoquer des assemblées du personnel sur

les lieux de travail pour expliquer les enjeux de cette grève exemplaire et débattre des actions à organiser pour l'appuyer ; organiser entre secteurs, et si possible en front commun, une grande manifestation de solidarité avec les travailleurs de BM&S, en étant prêt à couvrir des arrêts de travail, car il est

plus que temps de « passer à la vitesse supérieure » ! En attendant un tel plan de mobilisation, elles devraient commencer par mobiliser pour renforcer les actions lancées par les grévistes et leur comité de soutien.

NON à l'austérité dans les pouvoirs publics !

En pleine formation d'un gouvernement de droite dure, qui attaque de plein fouet les services publics, la CGSP-ALR (Administration locale et régionale) Bruxelles lance une campagne d'information et de mobilisation contre les mesures d'austérité dans nos services publics. Elle publie une brochure de sensibilisation que vous pouvez obtenir sur demande. Prenez contact via le site web (www.infoskes.be) et par mail (info.noausterity@gmail.com) pour discuter de cette campagne qui revendique :

- l'arrêt de toutes les mesures d'austérité dans les pouvoirs locaux !
- la stabilité de l'emploi et des services publics forts et de qualité ! Pour y arriver, une solution : la statutarisation !
- la réduction du temps de travail à 32h par semaine, sans diminution de salaire et avec embauche compensatoire !
- la garantie de l'emploi et des pensions pour les travailleurs des services publics !
- l'arrêt des contrats précaires qui tuent les services publics !

NON aux bombardements impérialistes en Syrie !

Pour la défaite d'Al Assad et du « califat » islamique !

Moins de deux semaines après l'avoir annoncé, le président Obama a ordonné le début des bombardements étasuniens sur le sol syrien, une extension de l'opération militaire qui a commencé en Irak au début du mois d'août.



Selon le Commandement central des Etats-Unis, l'attaque vise « les combattants, les centres d'entraînement, les quartiers généraux, les installations de commandement et de contrôle, les entrepôts, les centres financiers, les camions de ravitaillement et les véhicules militaires » de l'Etat islamique (EI) et du groupe Khorasan (Une organisation affiliée à Al-Qaïda qui, selon la Maison Blanche, serait en train de préparer un attentat imminent en Europe ou aux Etats-Unis).

Les attaques, apparemment menées à grande échelle, ont lieu dans le cadre d'une « coalition internationale » qui, selon la Maison Blanche, comprend plus de 40 pays à différents niveaux. A côté des avions de combat et des drones étasuniens, des appareils d'autres « nations alliées », comme l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes, la Jordanie, le Bahreïn et le Qatar, ont ainsi participé aux premiers raids.¹ Des porte-avions étasuniens soutiennent

en mer le lancement de dizaines de missiles de croisière Tomahawk.²

L'Observatoire syrien pour les droits de l'homme (OSDH) a rapporté qu'il y a eu une vingtaine d'attaques étasuniennes dans les provinces syriennes

d'Al Raqqa (le bastion principal de l'EI), de Deir ez-Zor, d'Al Hasakah et d'Alep, et qu'elles ont touché également des positions du Front Al Nusra, une filiale d'Al-Qaïda dans ce pays, dans la ville d'Abou Kamal, près de la frontière irakienne.

Courrier International n° 12



Le Brésil après la Coupe du monde

Un dossier de la revue centrale de la LIT-QI est dédié aux élections au Brésil.

Zé Maria président : Un travailleur qui n'a pas changé de camp

Une nouvelle situation du mouvement ouvrier et des travailleurs

Aussi dans le contenu :

Etat d'Israël : Une longue histoire d'usurpation et d'agressions

Pourquoi l'OLP et la gauche acceptent-ils les « deux Etats » ?

Irak : un enfer sans fin pour l'impérialisme

L'Etat islamique en Syrie

Sénégal : Une section de la LIT en Afrique

Obtenez ce numéro auprès d'un camarade qui vous offre ce journal.

Les avions de la « coalition » ont bombardé également, en plus des bases militaires, plus de dix raffineries qui, selon les experts, génèrent deux à trois millions de dollars par jour pour l'EI.

La même source a évalué partiellement le nombre de morts à au moins 70 militants de l'EI et 50 du Front Al Nusra. Ce comptage est toutefois encore incertain et le nombre pourrait être bien plus élevé.

Nous avons déjà expliqué qu'en tant que LIT-QL, nous rejetons catégoriquement cette agression impérialiste, non seulement contre la souveraineté syrienne, mais surtout contre la révolution populaire contre le régime génocidaire de Bachar Al Assad qui a lieu dans ce pays depuis 2011.

Nous réaffirmons que les véritables intentions d'Obama ne sont ni « humanitaires » ni « démocratiques ». L'impérialisme profite de la « justification » donnée par les atrocités commises par l'EI et amplement médiatisées, mais son principal objectif est bel et bien la reprise du contrôle sur l'ensemble de la région du Moyen-Orient. Ce n'est pas un hasard si, dans ce sens, tous ses efforts sont concentrés sur l'Irak et la Syrie. Le premier pays a été le théâtre d'une défaite militaire historique, lorsque les Etats-Unis ont dû se retirer sans gloire après une occupation directe de plus de huit ans. Le second est toujours le fer de lance de l'ensemble du processus révolutionnaire qui se poursuit, avec des inégalités, à travers toute la région.

Le régime syrien collabore directement avec les Etats-Unis et est devenu complice des bombardements impérialistes sur son propre pays, mettant la

souveraineté syrienne aux enchères, en échange de sa permanence au pouvoir.

Cela montre, d'une part, l'hypocrisie des Etats-Unis, qui dénonçaient le dictateur syrien comme « assassin » et s'allient maintenant avec lui. D'autre part, les mensonges du régime d'Al Assad, qui essayait toujours de figurer comme « anti-impérialiste », sont mis à nu, et ce régime collabore maintenant avec l'impérialisme pour mettre fin à la révolution qui le menace.

Al Assad et l'impérialisme en étroite collaboration

Les Etats-Unis sont finalement intervenus sur place dans la guerre civile syrienne. Et là, cela se complique. Ils ne sont pas en mesure de mettre leurs propres « bottes sur le terrain ». ³ Et Obama est donc à la recherche de la formule pour « externaliser » le combat direct contre l'EI, car il est clair qu'il ne sera pas possible d'éliminer cet ennemi, ou n'importe quel autre, uniquement à partir de l'air.

Les limites de l'intervention sont telles que celle-ci ne va pas au-delà d'un « confinement » de l'EI. Quelle est l'infanterie qui occupera les territoires contrôlés actuellement par l'EI ? L'armée syrienne ? Al Assad est en train de concentrer ses troupes (très affaiblis par plus de trois ans de combats) pour reprendre le contrôle d'autres points importants, comme Alep et la capitale elle-même, Damas. L'armée régulière irakienne ? Il est très peu probable qu'une « invasion » irakienne en Syrie puisse se faire sans aiguïser au maximum toutes les tensions. Les troupes kurdes ? Celles-ci peinent à contenir l'EI sur leur propre territoire en Irak.

Selon la CIA, l'EI dispose de 31 000 soldats. L'OSDH les évalue à plus de 50 000. Et selon l'ONU, dans les rangs des « miliciens en noir », il y aurait 15 000 combattants étrangers de plus de 80 pays, dont deux à trois mille sont des Européens ou des Etasuniens.

La réalité est donc que les Etats-Unis sont engagés encore une fois dans un conflit armé à issue incertaine, à tel point que Barack Obama lui-même doit abandonner un peu les discours du genre de « *celui qui menace l'Amérique ne trouvera pas refuge* », et qu'il a dû admettre devant le Congrès de son pays qu'il est « *impossible de connaître la durée de ces déploiements et opérations* ».

L'impérialisme est confronté à des limitations politiques dans son propre pays et à la complexité de la scène politique au Moyen-Orient, ce qui fait qu'il avance comme un taureau dans un magasin de porcelaine, tissant des alliances qui le mettent mal à l'aise. La nécessité de soutenir l'offensive de l'armée irakienne contre l'EI, même lorsqu'elle s'avère être très faible, mène les Etats-Unis à défendre le gouvernement de ce pays et les place dans le même camp que celui de l'Iran et des milices chiïtes irakiennes, qui à leur tour se méfient de l'intervention de l'Arabie Saoudite et du Qatar dans le conflit ; et vice versa.

Dans le même temps, Obama a besoin de s'appuyer sur la force militaire « sur le terrain » du Kurdistan irakien, mais sans encourager les initiatives visant à l'indépendance de la nation kurde. Compliqué.

Et entre-temps, l'offensive aérienne actuelle contre la Syrie se fait sur la base d'un front commun entre les Etats-Unis

La Belgique complice !

Le 26 septembre dernier, le Parlement a voté l'envoi par la Belgique de six F16 en Irak, approuvant par-là le ralliement du pays à la coalition internationale formée autour des Etats-Unis.

Les seuls à avoir voté contre sont les deux élus du PTB.

Nous saluons cette opposition, car nous pensons, comme nous le disons dans la déclaration, que les Etats-Unis interviennent en Syrie et en Irak non pas pour faire avancer la révolution syrienne, mais au contraire pour y mettre un terme et reprendre le contrôle de la région dans une perspective coloniale, et non libératrice. Toutefois, nous ne soutenons pas leur proposition d'une intervention militaire basée sur un « partenariat régional soutenu par l'ONU » et nous partageons, en ce sens, la position de la LCR avancée dans sa déclaration sur le vote des élus du PTB.

La coalition dirigée par les Etats-Unis a déjà commencé, dans les faits, le rapprochement avec le gouvernement d'Al Assad. Et le fait de revendiquer un partenariat régional suppose d'en appeler à une prise en compte politique d'un gouvernement qui réprime son peuple en lutte à coup de bombes et de massacres depuis trois ans. L'ONU, pour sa part, n'a jamais défendu les peuples en lutte, mais contribue à maintenir « la paix », c'est-à-dire un « ordre » mondial en faveur des intérêts capitalistes.

Nous appelons le PTB et la LCR, et toutes les forces anti-impérialistes, à mobiliser et à faire descendre dans la rue cette opposition à l'intervention belge en Syrie et en Irak.

Il s'agit de combattre l'EI et le gouvernement d'Al Assad ; exigeons au gouvernement belge l'envoi d'armes produites à la FN d'Herstal aux milices qui combattent l'EI sur le terrain !

et le régime syrien. Les frictions et les affrontements précédents limités, que la gauche stalinienne utilisait pour galvaniser le soutien au dictateur, se muent maintenant en unité. Tels sont les faits. Le tyran Al Assad est en train de permettre les bombardements étasuniens contre son propre pays.

Al Assad, très intéressé à être vu de nouveau comme un « acteur majeur » dans la « communauté internationale », offre depuis belle lurette ses « services » à l'impérialisme pour fournir « tout type d'effort international dans la lutte contre le terrorisme ».

A la fin du mois d'août, le ministre des Affaires étrangères de Damas, Walid Al Mouallem, a également déclaré que la Syrie était prête à « collaborer avec les pays de la région » et qu'elle permettrait des frappes aériennes sur le pays, sous la condition qu'une telle action soit « coordonnée avec son gouvernement ».

Cette « coordination » s'est avérée exacte. Quand les bombardements ont commencé, le ministre de la Réconciliation nationale du régime syrien, Ali Haidar, déclara que les attaques des Etats-Unis vont dans le bon sens. « *En ce qui concerne les attaques en Syrie, je pense que ce qui s'est passé jusqu'à présent est un processus qui va dans la bonne direction, puisque le gouvernement syrien en est informé et qu'elles ne visent pas les installations militaires syriennes ni les civils.* »⁴ Il a également confirmé « *que le gouvernement syrien avait été mis au courant et qu'il avait été assuré que les installations militaires syriennes ne seraient pas attaquées, ni les cibles civiles.* »⁵

Ces faits de la réalité contredisent toute l'argumentation de la majorité de la gauche, en particulier celle liée au castro-chavisme, qui a toujours soutenu le tyran Al Assad, le présentant comme un prétendu « leader anti-impérialiste ». Les gouvernements cubain, vénézuélien, nicaraguayen et bolivien, ainsi que toutes les organisations castrites et « boliviennes », que diront-ils maintenant face à cette alliance entre Al-Assad et le gouvernement Obama pour bombarder le territoire syrien ? Les « alliés de l'impérialisme », qui sont-ils maintenant ?

Aucune confiance dans l'impérialisme !

Il est possible que, dans le contexte de plus de trois ans d'une lutte terrible

et inégale soutenue héroïquement tant contre le pouvoir militaire du régime syrien que contre les bandes de l'EI, beaucoup de combattants rebelles antidictatoriaux voient les actuelles attaques étasuniennes comme une « aide » pour que « la révolution triomphe ». C'est d'ailleurs ce que disent les dirigeants du Conseil National syrien : « *Cela nous rendra plus forts dans la lutte contre Al Assad.* »⁶

Dans le cadre de notre total soutien à la lutte des rebelles syriens, nous affirmons qu'aucune intervention impérialiste n'aboutit, ni n'aboutira, à ce résultat.

Bien qu'Obama manifeste de manière rhétorique son « opposition » au régime syrien, son objectif, comme nous l'expliquons, n'est pas de renverser Al Assad. Au contraire, ils sont main-



tenant des alliés. Bien que le président étasunien affronte l'Etat islamique, qui est un autre ennemi de la révolution syrienne, son but est, en fin de compte, d'instaurer une dictature aussi sinistre que celle imposée par Al Assad ou par le « Califat » islamique : une dictature coloniale. L'impérialisme intervient toujours avec des critères coloniaux, dans le sens de prendre ou de renforcer le contrôle économique et politique des pays qu'il agresse. Il ne le fait jamais en faveur des peuples.

Si l'impérialisme avait voulu appuyer la révolution syrienne, il y a longtemps qu'il aurait fourni, sans condition, les armes lourdes et la technologie militaire dont les milices rebelles ont besoin pour affronter la dictature d'Al Assad et l'EI. Mais telle n'est pas son intention. Obama lui-même, répondant récemment aux critiques de son ancienne collaboratrice, Hilary Clinton, a rejeté l'idée d'armer massivement l'opposition syrienne : « *Cette idée, selon laquelle nous aurions pu fournir des armes légères, voir sophistiquées, à une*

opposition fondamentalement composée par d'anciens médecins, des paysans, des pharmaciens et des gens de ce type (...), a toujours été inconcevable ». La position impérialiste est claire : il est inacceptable d'armer une révolution composée et appuyée par d'amples secteurs populaires.

En ce sens, l'actuelle proposition d'Obama, approuvée également par une courte majorité au Congrès étasunien – et qui consiste à armer près de cinq milles rebelles en Arabie saoudite, en y destinant 500 millions de dollars – serait, si elle se concrétise, un moyen extrêmement limité et soumis au contrôle des Etats-Unis.

Il est clair, à notre avis, que dans le cadre de la guerre civile, il est nécessaire et complètement juste que les rebelles acceptent les armes de n'importe quel gouvernement, même si ces dernières sont envoyées au compte-gouttes. Mais cela ne peut pas se traduire en une confiance politique.

Notre proposition est de maintenir l'indépendance politique et d'exiger un armement, pour toutes les brigades qui combattent le régime de Damas et le « Califat » islamique et qui comptent ensemble des dizaines de milliers de combattants. En outre, tout l'armement doit être sous le contrôle exclusif de ces bataillons, sans qu'il y ait la moindre espèce de conditions politiques.

Abonnez-vous !

Par son auto-financement, notre journal **Presse Internationale** est 100 % indépendant. Il se vend de main à main mais, pour le soutenir, vous pouvez aussi vous y abonner (en Belgique), au prix de 20 EUR pour 10 numéros.

- Versez le montant sur le compte *Ligue Communiste des Travailleurs*
IBAN: BE88 5230 4160 9641
BIC: TRIOBEBB
avec mention de votre nom et « Abonnement PI »
- Communiquez votre adresse postale, soit par e-mail à lct.cwb@gmail.com soit par la poste à J. Talpe
Rue de l'Elan 73 - Bte 10
1170 Watermael-Boitsfort

Entourer la révolution syrienne de solidarité !

Vaincre la dictature d'Al Assad et les troupes du « Califat » islamique est une nécessité vitale pour la révolution syrienne.

Le clan Assad opprime le pays depuis plus de 40 ans et mène un génocide contre son propre peuple, en s'alliant aujourd'hui à l'impérialisme.

L'EI promeut, comme nous l'avons expliqué, une sinistre dictature théocratique sur un tiers de la Syrie et de l'Irak. Il s'agit d'un projet contre révolutionnaire en règle qui, à l'instar du régime syrien, se base sur l'écrasement physique de tout le mouvement ouvrier et de masses ; à commencer par les brigades antidictatoriales et les comités locaux qui luttent en Syrie contre la dictature d'Al Assad.

La propagande impérialiste tente de faire croire qu'il s'agit d'une lutte entre la « démocratie » et la « barbarie » de l'EI et de la dictature syrienne. Il est évident que le « Califat » islamique et Al Assad représentent la barbarie. Le mensonge consiste à dire que les Etats-Unis sont l'emblème de la « démocratie ». Car en matière de génocides et d'atrocités, personne ne surpasse les Etats-Unis au Moyen-Orient, où, depuis des décennies, ils animent des guerres et soumettent ces peuples au plus sévère des pillages.

Par conséquent, il est fondamental que toute la gauche et les organisations démocratiques rejettent les bombardements impérialistes en Irak et en Syrie,

et les combattants kurdes doivent unir leurs forces contre l'EI et la dictature d'Al Assad !

et les combattants kurdes doivent unir leurs forces contre l'EI et la dictature d'Al Assad !

En même temps que nous rejetons les bombardements d'Obama, nous ne cessons pas, en tant que révolutionnaires, de combattre au côté des rebelles syriens et kurdes contre la dictature syrienne et contre la dictature théocratique de l'EI.

Du point de vue militaire, une solide unité entre combattants syriens et kurdes – qu'ils soient irakiens, turques, iraniens ou de la Syrie même – est fondamentale, en plus de la centralisation de toutes les milices antidictatoriales en un commandement unique et appuyé par le réseau des comités locaux. Au cours des derniers jours, par exemple, entre 2000 et 4000 combattants kurdes turcs ont passé la frontière vers la Syrie pour s'unir aux Unités de Protection Populaire (YPG en kurde), qui défendent la ville kurde de Kobane (la troisième ville à majorité kurde en Syrie) des agressions de l'EI. Il y a aussi des cas de combattants kurdes irakiens qui sont allés en Syrie avec le même objectif. La lutte contre le « Califat » islamique unifie toute la nation kurde !

La brutale offensive du « Califat » contre les zones kurdes dans le nord-est de la Syrie a déplacé ces derniers jours plus de 140 000 Kurdes syriens vers la Turquie, à la recherche d'un refuge. Ils décrivent la mise à feu de leurs villages et les centaines d'assassinats de civils aux mains de l'EI. Les rebelles syriens

Pour cela, il est fondamental que les directions politiques et militaires de la résistance syrienne reconnaissent inconditionnellement le droit à l'autodétermination nationale de toute la nation kurde.

La campagne d'appui inconditionnel à la cause de la révolution syrienne doit plus que jamais être intensifiée, en exigeant de tous les gouvernements la rupture des relations commerciales et diplomatiques avec la dictature d'Al Assad, de même que l'envoi inconditionnel d'armes lourdes (avions de combat, blindés, artillerie antiaérienne), de médicaments et de n'importe quel type d'aide humanitaire aux combattants syriens et kurdes.

Dans le cadre de cette campagne, qui implique une large unité d'action (politique et militaire), les révolutionnaires continueront à combattre les directions patronales et traîtres en Syrie, en défendant un programme qui commence par la victoire militaire des rebelles et se développe jusqu'à la prise du pouvoir par la classe ouvrière et la construction du socialisme en Syrie et dans tout le Moyen-Orient.

Pour lutter pour ce programme, notre proposition continue d'être la construction d'un parti révolutionnaire et internationaliste. ■

*Secrétariat international de la LIT-QI
le 25 septembre 2014*



- 1 L'Arabie saoudite et les Emirats disposent d'une armée de l'air moderne. L'Arabie saoudite a des chasseurs-bombardiers F-15 étasuniens et des Eurofighters, et les Emirats ont des Mirages français et des F-16 étasuniens.
- 2 Les missiles Tomahawk ont une portée entre 1 600 et 1 800 km.
- 3 Récemment, Obama a encore une fois promis, à une audience au siège du Commandement central à Tampa (Floride), que « les forces étasuniennes déployées en Irak n'ont pas – et n'auront pas – une mission de combat ».
- 4 www.europapress.es/internacional/noticia-regimen-sirio-asegurataques-aereos-eeuu-van-buena-direccion-20140924153929.html
- 5 Ibidem
- 6 www.europapress.es/internacional/noticia-coalicion-nacional-siria-crea-combarteos-les-haran-mas-fuertes-combatir-assad-20140923110836.html

NON aux bombardements impérialistes en Syrie !

Pour la défaite d'Al Assad et du « califat » islamique !

Lire l'article en page 8



Des armes pour les combattants kurdes de Kobané et libre accès des volontaires !

Depuis fin septembre, les Kurdes se mobilisent partout en Europe pour soutenir les combattants de leur peuple qui défendent héroïquement la ville de Kobané contre les assauts des djihadistes de l'Etat Islamique. Récemment, ils étaient 20 000 à Düsseldorf, 2 000 à Paris, des milliers dans d'autres villes en France, mobilisés pour soutenir ce combat. A Bruxelles, des militants kurdes ont envahi l'enceinte du parlement européen et ont rencontré le président de l'assemblée, qui s'est toutefois limité à réitérer « *le soutien du Parlement européen à la coalition internationale qui combat l'Etat islamique en Syrie et en Irak* ».

Entre-temps, la Turquie, théoriquement en guerre contre l'EI, réprime violemment l'intense mobilisation des Kurdes dans le pays, avec près de 40 morts déjà, et assiste stoïquement au massacre, empêchant les volontaires kurdes de rejoindre leurs camarades au combat. Les puissances impérialistes, également en guerre contre l'EI, veulent nous faire croire qu'il s'agit de vieilles rancunes entre Turcs et Kurdes, où elles « ne peuvent pas intervenir ». Et elles se limitent à quelques bombardements

aériens. Mais comment voulez-vous intervenir avec l'aviation dans une ville où le terrain se dispute de maison à maison ?

La vérité est tout autre. Tant pour l'impérialisme que pour la Turquie, il s'agit d'éviter à tout prix la victoire révolutionnaire d'un peuple qui défend à juste titre son droit à l'autodétermination. Il s'agit d'éviter à tout prix la possibilité même de l'émergence d'une nation kurde au sein d'une région où une grande révolution est en cours. Et quand l'Armée syrienne libre a décidé, le 4 octobre, d'envoyer mille combattants pour soutenir les Kurdes à Kobané, contre l'EI, cela fut la goutte d'eau de trop pour l'impérialisme, qui persiste et signe, plus que jamais, pour éviter une victoire révolutionnaire à Kobané.

La situation rappelle douloureusement l'abandon de Srebrenica et le génocide qui s'en suivit, il y a bientôt 20 ans.

Renforçons la solidarité avec les combattants kurdes, à Kobané et dans toute la région, les seuls à même de vaincre, avec leurs « troupes au sol », la barbarie des djihadistes de l'Etat Islamique. Exigeons des armes pour les combattants kurdes !

Soutenons les mobilisations des Kurdes !

Contre l'EI et contre l'impérialisme et ses laquais :

des armes pour les Kurdes !